

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est impératif d'adapter un nombre de montants de référence aux frais réels afin de pouvoir octroyer une intervention qui couvre les frais supplémentaires réels pour la personne handicapée,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'annexe Ire de l'arrêté du Gouvernement flamand du 13 juillet 2001 fixant les critères, les conditions et les montants de référence des interventions d'assistance matérielle individuelle à l'intégration sociale des personnes handicapées, remplacé par l'arrêté ministériel du 22 décembre 2011, sont apportées les modifications suivantes :

1° au tableau 3 Complément membres inférieurs, Domaine 1- Transformation/construction à l'habitation et équipement complémentaire, Transformation sanitaire : bain, douche, lavabo..., le montant de référence "1239,00" est remplacé par le montant de référence "2320,57";

2° au tableau 4 Remplacement membres inférieurs, Domaine 1- Transformation/construction à l'habitation et équipement complémentaire, Salle de bain, le montant de référence "2588,00" est remplacé par le montant de référence "3672,35";

3° au tableau 9 Remplacement vue, Domaine 4 - Aides pour la vie quotidienne, l'aide "Lecteur d'étiquettes parlant" est supprimée.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2012.

L'article 1, 3°, produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Le présent arrêté s'applique aux demandes d'aide matérielle individuelle qui sont introduites auprès de la "Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap" à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2012.

Bruxelles, le 31 mai 2012.

Le Ministre flamand du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille,  
J. VANDEURZEN

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 1943

[2012/203659]

**21 JUIN 2012.** — Décret modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation concernant le contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils communaux, provinciaux et de secteur (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article L4112-13 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation est complété par les alinéas suivants :

« La Commission régionale de contrôle se fait assister, dans l'exercice de sa mission de contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils communaux, provinciaux et de secteur, par un collège de deux experts juridiques. Ils sont désignés, au consensus, par le Parlement wallon, au plus tard lors de la séance du Parlement wallon qui précède les élections des conseils communaux, provinciaux et de secteur. Leur mission prend fin lorsque le contrôle de la Commission régionale de contrôle s'achève définitivement.

Ces deux experts sont issus des catégories suivantes :

- magistrat honoraire ou émérite de l'ordre judiciaire;
- professeur ordinaire, professeur extraordinaire, professeur émérite, professeur ou professeur associé, spécialisé en droit public et administratif et issu d'une université belge.

Pour chaque expert effectif, le Parlement wallon choisira, conformément à l'alinéa 2, parmi la même catégorie, un expert suppléant.

Chaque expert ainsi désigné veille à exercer sa mission avec indépendance. Sa mission consiste à assister les membres de la Commission. Il n'a pas de voix délibérative.

En cas de conflit d'intérêts par rapport à une ou plusieurs réclamation(s) prévue(s) à l'article L4146-25, l'expert est remplacé immédiatement par son suppléant issu de la même catégorie.

Un membre de la Commission régionale de contrôle ne peut siéger lorsqu'elle traite d'une réclamation prévue à l'article L4146-25 qui le met personnellement et directement en cause, dont il est à l'origine ou lorsqu'elle traite d'une réclamation visant un ou plusieurs candidats issus de la même commune ou du même district que le membre. »

**Art. 2.** L'article L4131-2, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code est remplacé par l'alinéa suivant :

« § 2. Le rapport doit être établi en deux exemplaires dans les septante-cinq jours de la date des élections provinciales et communales. Un exemplaire est conservé par le président du tribunal de première instance de Namur; l'autre est destiné au président de la Commission régionale de contrôle. »

**Art. 3.** L'article L4131-5 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. L4131-5. § 1<sup>er</sup>. En cas de non-respect des dispositions de l'article L4131-4 ou des articles 3, § 2, et 7 de la loi du 7 juillet 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux, communaux et de secteurs et pour l'élection directe des conseils de l'aide sociale, un candidat élu, titulaire ou suppléant, est passible d'une ou de plusieurs des sanctions suivantes :

- rappel à l'ordre;
- blâme;
- retenue appliquée aux jetons de présence perçus en qualité de conseiller communal, conseiller provincial ou conseiller de l'action sociale, à concurrence d'un montant de 40 % brut pendant une durée de minimum trois mois et de maximum un an ou, le cas échéant, retenue dans une proportion équivalente appliquée au traitement de bourgmestre, échevin et président du Conseil de l'action sociale ou de membre du collège provincial;

- suspension de son mandat, pour une durée d'une semaine à trois mois;
- privation de son mandat.

Les sanctions font l'objet d'une publication au *Moniteur belge*.

§ 2. En cas de non-respect des dispositions de l'article L4131-4 ou des articles 3, § 1<sup>er</sup>, et 7 de la loi du 7 juillet 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux, communaux et de secteurs et pour l'élection directe des conseils de l'aide sociale, un candidat en tête de liste est passible d'une ou de plusieurs des sanctions suivantes :

- rappel à l'ordre;
- blâme;
- retenue appliquée aux jetons de présence perçus en qualité de conseiller communal, conseiller provincial ou conseiller de l'action sociale, à concurrence d'un montant de 40 % brut pendant une durée de minimum trois mois et de maximum un an ou, le cas échéant, retenue dans une proportion équivalente appliquée au traitement de bourgmestre, échevin et président du Conseil de l'action sociale ou de membre du collège provincial;
- suspension de son mandat, pour une durée d'une semaine à trois mois;
- privation de son mandat.

Les sanctions font l'objet d'une publication au *Moniteur belge*.

§ 3. Les décisions prises en application des §§ 1<sup>er</sup> et 2 entrent en vigueur après avoir acquis force de chose jugée. »

**Art. 4.** L'article L4146-25 du même Code est remplacé comme suit :

« Art. L4146-25. § 1<sup>er</sup>. La réclamation fondée sur l'article L4131-5 doit, à peine de déchéance, être introduite par écrit, dans les quarante-cinq jours de la date des élections, auprès de la Commission régionale de contrôle. Seuls les candidats sont autorisés à introduire une telle réclamation.

§ 2. La réclamation est remise au greffier de la Commission régionale de contrôle ou elle lui est envoyée par pli recommandé à la poste. La réclamation est remise en autant d'exemplaires que de parties en cause plus une. Il en est de même en ce qui concerne les pièces produites. Le fonctionnaire à qui la réclamation est remise est tenu d'en donner récépissé.

§ 3. La réclamation doit contenir :

- 1° le nom et le domicile du réclamant;
- 2° la signature du réclamant;
- 3° le nom et le domicile du ou des candidats concernés par la réclamation;
- 4° la date de la réclamation;
- 5° l'objet de la réclamation, y compris une description des faits et arguments invoqués.

§ 4. La réclamation est irrecevable si elle ne satisfait pas aux conditions visées aux §§ 1<sup>er</sup> à 3.

La Commission régionale de contrôle statue sur la recevabilité de la réclamation lors d'une audience préliminaire. En cas d'irrecevabilité, elle en avise sans délai le réclamant.

§ 5. Le réclamant peut joindre à la réclamation les pièces qu'il juge utiles. Celles-ci sont dûment inventoriées par le réclamant.

§ 6. Toute personne ayant introduit une réclamation qui s'avère non fondée et pour laquelle l'intention de nuire a été établie sera punie d'une amende de 50 à 500 euros.

§ 7. Lorsque la Commission régionale de contrôle intervient :

- 1° l'instruction a lieu par écrit et est contradictoire;
- 2° elle peut de tout temps convoquer et entendre les parties;
- 3° elle correspond directement avec les personnes soumises à sa juridiction. Elle peut se faire communiquer par ces personnes tous documents et renseignements relatifs aux réclamations sur lesquelles elle est appelée à statuer;
- 4° les parties et leurs avocats sont habilités à prendre connaissance du dossier de réclamation, au secrétariat de la Commission régionale de contrôle, de s'en faire remettre copie et de déposer un mémoire;
- 5° s'il y a lieu à enquête, la Commission régionale de contrôle ordonne qu'il y soit procédé soit à son audience, soit par celui de ses membres qu'elle aura désigné à cet effet, conformément à l'article 25, alinéas 2 à 5, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;
- 6° l'audience est publique, à moins que cette publicité ne soit susceptible de perturber l'ordre public ou les bonnes mœurs. Dans ce cas, la Commission régionale de contrôle le déclare par décision motivée;
- 7° un exposé du dossier de réclamation est fait à l'audience par le rapporteur désigné par la Commission régionale de contrôle, après quoi les parties et leurs avocats peuvent présenter des observations orales;
- 8° toute décision intermédiaire ou définitive est motivée et prononcée en audience publique. La décision mentionne le nom du rapporteur ainsi que ceux des membres présents, le tout à peine de nullité. La décision est signée par le président et les membres de la Commission régionale de contrôle. »

**Art. 5.** L'article L4146-26 du même Code est remplacé comme suit :

« Art. L4146-26. § 1<sup>er</sup>. La Commission régionale de contrôle statue dans les nonante jours qui suivent l'expiration du délai de quarante-cinq jours fixé à l'article L4146-25.

L'introduction de la réclamation n'est pas suspensive de la mise en place du conseiller concerné.

§ 2. La Commission régionale de contrôle ne peut infliger de sanctions à un candidat élu, titulaire ou suppléant, qu'à la suite d'une réclamation. »

**Art. 6.** L'article L4146-27, § 2 du même Code est complété comme suit :

« Le recours est suspensif de l'exécution de la décision rendue par la Commission régionale de contrôle. »

**Art. 7.** L'article L4146-28 du même Code est remplacé comme suit :

« § 1<sup>er</sup>. Le conseiller dont le mandat a été suspendu par une décision de la Commission régionale de contrôle ou du Conseil d'état se trouve, au plus tôt après la prestation de serment en tant que conseiller, en état d'empêchement et est remplacé, pendant la durée de la suspension, par son suppléant.

§ 2. Le conseiller qui a été privé de son mandat par une décision de la Commission régionale de contrôle ou du Conseil d'état est remplacé par le premier suppléant de la liste sur laquelle il avait été élu, après vérification de ses pouvoirs par le conseil concerné. Il achève le terme de celui qui le remplace. »

**Art. 8.** Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 21 juin 2012.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,

A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,

J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,

P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité,  
de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

C. DI ANTONIO

—————  
Note

(1) *Session 2011-2012.*

*Documents du Parlement wallon*, 610 (2011-2012), n<sup>os</sup> 1 à 3.

*Compte rendu intégral*, séance plénière du 20 juin 2012.

Discussion.

Vote.

—————  
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 1943

[2012/203659]

**21. JUNI 2012 — Dekret zur Abänderung des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung bezüglich der Kontrolle der Wahlausgaben für die Wahlen der Gemeinde-, Provinzial- und Sektorenräte (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - Artikel L4112-13 des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung wird durch folgende Absätze ergänzt:

«Die regionale Kontrollkommission wird bei der Wahrnehmung ihrer Aufgaben im Bereich der Kontrolle der Wahlausgaben für die Wahlen der Gemeinde-, Provinzial- und Sektorenräte von einem zwei juristische Sachverständige umfassenden Kollegium unterstützt. Sie werden durch das Wallonischen Parlament im Konsens bezeichnet und zwar spätestens im Rahmen der letzten Sitzung des wallonischen Parlaments vor den Wahlen der Gemeinde-, Provinzial- und Sektorenräte. Ihre Aufgabe endet mit dem endgültigen Abschluss der Kontrolle der regionalen Kontrollkommission.

Diese beiden Sachverständigen gehören den folgenden Kategorien an:

— Honorarmagistrat oder emeritierter Magistrat der gerichtlichen Stände;  
— Ordentlicher Professor, außerordentlicher Professor, emeritierter Professor, Professor oder assoziierter Professor einer belgischen Universität und auf öffentliches Recht spezialisiert.

Für jeden effektiven Sachverständigen bezeichnet das Wallonische Parlament gemäß Absatz 2 einen stellvertretenden Sachverständigen innerhalb derselben Kategorie.

Jeder auf diese Weise bezeichnete Sachverständige führt seine Aufgabe unabhängig aus. Diese Aufgabe besteht darin, den Mitgliedern der Kommission Beistand zu leisten. Er hat keine beschließende Stimme.

Im Falle eines Interessenkonflikts bezüglich einer oder mehrerer Beschwerden gemäß Artikel L4146-25 wird der Sachverständige unmittelbar durch seinen derselben Kategorie angehörenden Stellvertreter ersetzt.

Ein Mitglied der regionalen Kontrollkommission darf nicht an den Sitzungen teilnehmen, falls die Kommission mit einer Beschwerde gemäß Artikel L4146-25 befasst wird, die es persönlich und unmittelbar betrifft, die auf es zurückzuführen ist oder falls die Kommission mit einer Beschwerde befasst wird, die einen oder mehrere Kandidaten betrifft, die aus Gemeinde oder dem Distrikt des Mitglieds stammen.»

**Art. 2** - Art. L4131-2 § 2 Absatz 1 desselben Erlasses wird durch folgenden Absatz ersetzt:

«§ 2 - Der Bericht muss innerhalb von fünfundsiebzig Tagen nach dem Datum der Provinzial- und Gemeindewahlen in zwei Exemplaren erstellt werden. Ein Exemplar wird vom Präsidenten des Gerichtes erster Instanz von Namur aufbewahrt; das andere Exemplar ist für den Vorsitzenden der regionalen Kontrollkommission bestimmt.»

**Art. 3** - Artikel L4131-5 desselben Kodex wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. L4131-5 - § 1 - Ein als effektives oder stellvertretendes Mitglied gewählter Kandidat setzt sich einer oder mehreren der folgenden Strafen aus, wenn er die Bestimmungen von Artikel L4131-4 oder von Artikel 3, § 2 und Artikel 7 des Gesetzes vom 7. Juli 1994 über die Einschränkung und Kontrolle der Wahlausgaben für die Provinzial-, Gemeinde- und Sektorenratswahlen und die Direktwahl der Sozialhilferäte nicht einhält:

— Zurechtweisung;

— Verweis;

— Auf die in der Eigenschaft eines Mitglieds des Gemeinde-, Provinzial- oder Sozialhilferats bezogenen Anwesenheitsgelder angewandte Einbehaltung, in Höhe von 40% Brutto während einer Dauer von wenigstens drei Monaten und höchstens einem Jahr oder gegebenenfalls in einem entsprechenden Verhältnis angewandte Einbehaltung auf das Gehalt des Bürgermeisters, des Schöffen, des Vorsitzenden des Sozialhilferats oder des Mitglieds des Provinzkollegiums;

— Aussetzung seines Mandats für eine Dauer von einer Woche bis drei Monaten;

— Verlust seines Mandats.

Diese Strafen sind Gegenstand einer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt*.

§ 2 - Ein Spitzenkandidat setzt sich einer oder mehreren der folgenden Strafen aus, wenn er die Bestimmungen von Artikel L4131-4 oder von Artikel 3 § 1 und Artikel 7 des Gesetzes vom 7. Juli 1994 über die Einschränkung und Kontrolle der Wahlausgaben für die Provinzial-, Gemeinde- und Sektorenratswahlen und die Direktwahl der Sozialhilferäte nicht einhält:

— Zurechtweisung;

— Verweis;

— Auf die in der Eigenschaft eines Mitglieds des Gemeinde-, Provinzial- oder Sozialhilferats bezogenen Anwesenheitsgelder angewandte Einbehaltung, in Höhe von 40% Brutto während einer Dauer von wenigstens drei Monaten und höchstens einem Jahr oder gegebenenfalls in einem entsprechenden Verhältnis angewandte Einbehaltung auf das Gehalt des Bürgermeisters, des Schöffen, des Vorsitzenden des Sozialhilferats oder des Mitglieds des Provinzkollegiums;

— Aussetzung seines Mandats für eine Dauer von einer Woche bis drei Monaten;

— Verlust seines Mandats.

Diese Strafen sind Gegenstand einer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt*.

§ 3 - Die in Anwendung von § 1 und § 2 getroffenen Entscheidungen treten in Kraft, nachdem sie Rechtskraft erlangt haben.»

**Art. 4** - Artikel L4146-25 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

«Art. L4146-25 - § 1 - Die Beschwerde, die auf Artikel L4131-5 gestützt ist, muss zur Vermeidung des Verfalls innerhalb fünfundvierzig Tagen nach dem Wahldatum schriftlich bei der regionalen Kontrollkommission eingereicht werden. Nur Kandidaten dürfen eine solche Beschwerde einreichen.

§ 2 - Die Beschwerde wird dem Greffier der regionalen Kontrollkommission ausgehändigt oder mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreiben an ihn gerichtet. Die Beschwerde wird in so vielen Exemplaren übermittelt, wie Parteien beteiligt sind, zuzüglich eines Exemplars. Dies gilt ebenfalls für die vorgebrachten Schriftstücke. Der Beamte, dem die Beschwerde ausgehändigt wird, muss eine Empfangsbescheinigung ausstellen.

§ 3 - Die Beschwerde muss folgendes umfassen:

1° den Namen und Wohnsitz des Beschwerdeführers;

2° die Unterschrift des Beschwerdeführers;

3° den Namen und Wohnsitz des oder der Kandidaten, die von der Beschwerde betroffen sind;

4° das Datum der Beschwerde;

5° den Beschwerdegegenstand, einschließlich einer Darstellung des Sachverhalts und der angeführten Argumente.

§ 4 - Falls die Beschwerde die in den §§ 1 bis 3 angeführten Bedingungen nicht erfüllt, ist sie unzulässig.

Die regionale Kontrollkommission beschließt im Rahmen einer vorbereitenden Sitzung über die Zulässigkeit der Beschwerde. Ist die Beschwerde unzulässig, so setzt sie den Beschwerdeführer unmittelbar davon in Kenntnis.

§ 5 - Der Beschwerdeführer kann seiner Beschwerde alle Belege beifügen, die er als zweckdienlich erachtet. Diese werden durch den Beschwerdeführer ordnungsgemäß erfasst.

§ 6 - Wer eine Beschwerde einreicht, die sich als unbegründet erweist und für die erwiesen ist, dass sie in der Absicht zu schaden erfolgte, wird mit einer Geldstrafe von fünfzig bis fünfhundert Euro belegt.

§ 7 - Im Rahmen der Intervention der regionalen Kontrollkommission:

1° erfolgt die Untersuchung schriftlich und kontradiktorisch;

2° kann sie die Parteien jederzeit vorladen und anhören;

3° korrespondiert sie direkt mit den Personen, die ihrer gerichtlichen Zuständigkeit unterworfen sind. Sie kann sich von diesen Personen alle Schriftstücke und Angaben zu den Beschwerden, über die sie zu befinden hat, übermitteln lassen;

4° sind die Parteien und ihre Rechtsanwälte befugt, in den Räumlichkeiten des Sekretariats der regionale Kontrollkommission Einsicht in die Beschwerdeakte zu nehmen, eine Abschrift zu beziehen und einen Schriftsatz zu hinterlegen;

5° ordnet die regionale Kontrollkommission falls eine Untersuchung erforderlich ist an, dass diese entweder im Rahmen ihrer Sitzung durchgeführt wird, oder durch jenes der Mitglieder, dass sie gemäß Artikel 25 Absätze 2 bis 5 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat zu diesem Zweck bezeichnet hat;

6° ist die Sitzung öffentlich, es sei denn, dass diese Öffentlichkeit die Ordnung oder die Sittlichkeit gefährdet. In diesem Fall wird dies von der regionalen Kontrollkommission durch einen begründeten Beschluss festgestellt;

7° erfolgt die Darstellung der Beschwerdeakte im Rahmen der Sitzung durch den von der regionalen Kontrollkommission bezeichneten Berichterstatter, woraufhin die Parteien und ihre Anwälte ihre Anmerkungen mündlich vorbringen können;

8° wird jeder vorläufige oder endgültige Beschluss begründet und im Rahmen der öffentlichen Sitzung verkündet. Der Beschluss muss zur Vermeidung der Nichtigkeit die Namen des Berichterstatters und der anwesenden Mitglieder angeben. Der Beschluss wird durch den Vorsitzenden und die Mitglieder der regionalen Kontrollkommission unterzeichnet.»

**Art. 5** - Artikel L4146-26 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. L4146-26 - § 1 - Die regionale Kontrollkommission fasst ihren Beschluss innerhalb von neunzig Tagen nach Ablauf der in Artikel L4146-25 festgelegten Frist von fünfundvierzig Tagen.

Das Einreichen der Beschwerde setzt die Einsetzung des betreffenden Mitgliedes nicht aus.

§ 2 - Die regionale Kontrollkommission darf nur aufgrund einer Beschwerde einen gewählten, effektiven oder stellvertretenden Kandidaten mit einer Strafe belegen.»

**Art. 6** - Artikel L4146-27 § 2 desselben Dekrets wird folgendermaßen ergänzt:

«Durch die Beschwerde wird die Ausführung des Beschlusses der regionalen Kontrollkommission aufgeschoben.»

**Art. 7** - Artikel L4146-28 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«§ 1 - Das Ratsmitglied, dessen Mandat durch Beschluss der regionalen Kontrollkommission oder des Staatsrates seines Mandates ausgesetzt wird, gilt frühestens nach der Eidesleistung als Ratsmitglied als verhindert und wird für die Dauer der Aussetzung durch seinen Stellvertreter ersetzt.

§ 2 - Das Ratsmitglied, das durch Beschluss der regionalen Kontrollkommission oder des Staatsrates seines Mandates enthoben wird, wird durch das erste Ersatzmitglied der Liste, auf der es gewählt worden war, ersetzt, nachdem seine Befugnisse durch den betroffenen Rat überprüft worden sind. Er beendet das Mandat seines Vorgängers.»

**Art. 8** - Das vorliegende Dekret tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 21. Juni 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten,  
Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

—  
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2011-2012*

*Dokumente des Wallonischen Parlaments*, 610 (2011-2012), Nrn. 1 bis 3

*Ausführliches Sitzungsprotokoll*, öffentliche Sitzung vom 20. Juni 2012

Diskussion.

Abstimmung.



## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 1943

[2012/203659]

**21 JUNI 2012. — Decreet tot wijziging van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie betreffende de controle op de verkiezingsuitgaven aangegaan voor de gemeenteraads-, de provincieraads- en de sectorraadsverkiezingen (1)**

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Artikel L4112-13 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie wordt aangevuld met volgende leden :

« De gewestelijke controlecommissie laat zich in de uitoefening van haar controleopdracht inzake de verkiezingsuitgaven aangegaan voor de gemeenteraads-, de provincieraads- en de sectorraadsverkiezingen, bijstaan door een college van twee juridische deskundigen. Zij worden bij consensus aangewezen door het Waalse Parlement, uiterlijk tijdens de zitting van het Waalse Parlement voorafgaand aan de gemeenteraads-, provincieraads- en sectorraadsverkiezingen. Hun opdracht eindigt wanneer de controle van de gewestelijke controlecommissie voltooid is.

Beide deskundigen zijn afkomstig uit volgende categorieën :

— eremagistraat of emeritus van de Rechterlijke Orde;

— gewoon hoogleraar, buitengewoon hoogleraar, emeritus hoogleraar, hoogleraar of hoofddocent met een specialisatie in openbaar en bestuursrecht, afkomstig van een Belgische universiteit.

Voor elke gewone deskundige kiest het Waals Parlement overeenkomstig lid 2 een plaatsvervangend deskundige uit dezelfde categorie.

Elke aldus aangewezen deskundige ziet er op toe zijn opdracht in alle onafhankelijkheid uit te oefenen. Zijn opdracht bestaat erin, de commissieleden bij te staan. Hij heeft geen beslissende stem.

Bij een belangenconflict in verband met één of meerdere bezwaren bepaald in artikel L4146-25 wordt de deskundige onmiddellijk vervangen door diens plaatsvervanger afkomstig uit dezelfde categorie.

Een lid van de gewestelijke controlecommissie mag niet zetelen wanneer de commissie een bezwaar behandelt bepaald in artikel L4146-25 waarbij hij persoonlijk en rechtstreeks betrokken is, waar hij aan de grondslag van ligt of wanneer de commissie een bezwaar behandelt dat betrekking heeft op één of meerdere kandidaten afkomstig uit dezelfde gemeente of hetzelfde district als het commissielid. »

**Art. 2.** Artikel L4131-2, § 2, lid 1, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door volgende tekst :

« § 2. Het verslag moet binnen vijfenzeventig dagen na de datum van de provincieraadsverkiezingen en de gemeenteraadsverkiezingen in twee exemplaren opgemaakt worden. Eén exemplaar wordt door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg van Namen bewaard; het andere exemplaar wordt bij de voorzitter van de gewestelijke Controlecommissie neergelegd. »

**Art. 3.** Artikel L4131-5 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. L4131-5. § 1. Bij niet-naleving van de bepalingen van artikel L4131-4 of de artikelen 3, § 2, en 7 van de wet van 7 juli 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de provincieraden, de gemeenteraden en de sectorraden en voor de rechtstreekse verkiezing van de raden voor maatschappelijk welzijn kan een verkozen kandidaat, titularis of opvolger, gestraft worden met één of meerdere van de volgende straffen :

— terechtwijziging;

— blaam;

— inhouding van aanwezigheidsgeld uitbetaald in hoedanigheid van gemeenteraadslid, provincieraadslid of lid van de raad voor maatschappelijk welzijn tegen 40 % bruto tijdens minstens drie maanden of hoogstens één jaar of, in voorkomend geval, verhoudingsgewijze inhouding van de wedde van burgemeester, schepenen of voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn of lid van het provinciecollege;

— schorsing van het mandaat voor één week tot drie maanden;

— verlies van het mandaat.

De straffen worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 2. Bij niet-naleving van de bepalingen van artikel L4131-4 of de artikelen 3, § 1, en 7 van de wet van 7 juli 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de provincieraden en de gemeenteraden, de districtsraden en voor de rechtstreekse verkiezing van de raden voor maatschappelijk welzijn kan een lijstaanvoerder met één of meerdere van de volgende straffen worden gestraft :

— terechtwijziging;

— blaam;

— inhouding van aanwezigheidsgeld uitbetaald in hoedanigheid van gemeenteraadslid, provincieraadslid of lid van de raad voor maatschappelijk welzijn tegen 40 % bruto tijdens minstens drie maanden of hoogstens één jaar of, in voorkomend geval, verhoudingsgewijze inhouding van de wedde van burgemeester, schepenen of voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn of lid van het provinciecollege;

- schorsing van het mandaat voor één week tot drie maanden;
- verlies van het mandaat.

De straffen worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 3. De beslissingen getroffen overeenkomstig §§ 1 en 2 treden in werking na in kracht van gewijsde te zijn getreden. »

**Art. 4** - Artikel L4146-25 van hetzelfde Wetboek wordt gewijzigd als volgt :

« Art. L4146-25. § 1. Het op artikel L4131-5 gegrond bezwaar moet op straffe van verval uiterlijk vijfenveertig dagen na de datum van de verkiezingen schriftelijk worden ingediend bij de Gewestelijke Controlecommissie. Alleen kandidaten mogen dit bezwaar indienen.

§ 2. Dat bezwaar wordt aan de griffier van de Gewestelijke Controlecommissie overhandigd of bij een ter post aangetekende brief aan hem verstuurd. Het bezwaarschrift wordt ingediend in evenveel exemplaren als er partijen in het geding zijn, plus één. Hetzelfde geldt voor de voorgelegde stukken. De ambtenaar aan wie het bezwaarschrift wordt overhandigd, is verplicht een ontvangstbewijs af te geven.

§ 3. Het bezwaarschrift bevat :

- 1° de naam en de woonplaats van de bezwaarindiener;
- 2° de handtekening van de bezwaarindiener;
- 3° de naam en de woonplaats van de kandidaat (kandidaten) op wie het bezwaarschrift betrekking heeft;
- 4° de datum van het bezwaar;
- 5° het voorwerp van het bezwaarschrift, met inbegrip van de aangevoerde feiten en argumenten.

§ 4. Het bezwaarschrift is onontvankelijk als het niet voldoet aan de voorwaarden bedoeld in §§ 1 tot 3.

De Gewestelijke Controlecommissie beslist over de ontvankelijkheid van het bezwaarschrift tijdens een inleidende hoorzitting. In geval van onontvankelijkheid licht ze de bezwaarindiener daarover in.

§ 5. De bezwaarindiener kan de door hem nuttig geachte stukken bij het bezwaarschrift voegen. Daarvan maakt de bezwaarindiener een behoorlijke inventaris op.

§ 6. Eenieder die een bezwaar heeft ingediend dat ongegrond blijkt en waarvan vaststaat dat het is ingediend met het oogmerk om te schaden, wordt gestraft met een geldboete van 50 tot 500 euro.

§ 7. Wanneer de Gewestelijke Controlecommissie intervenieert :

- 1° gebeurt het onderzoek schriftelijk en op tegensprekelijke wijze;
- 2° mag ze te allen tijde de partijen samenroepen en horen;
- 3° treedt ze in onmiddellijke briefwisseling met de personen die onder haar rechtsmacht vallen. Ze kan van die personen vragen dat ze alle stukken en gegevens in verband met de bezwaren die ze moet behandelen, indienen;
- 4° de partijen en hun advocaten zijn gemachtigd om kennis te nemen van het bezwaardossier op het secretariaat van de Gewestelijke Controlecommissie, om er een afschrift van te krijgen en een memorie in te dienen;
- 5° indien er aanleiding is tot een onderzoek, beveelt de Gewestelijke Controlecommissie dat er ofwel een hoorzitting verricht wordt ofwel door het lid dat ze daartoe aangewezen heeft overeenkomstig artikel 25, leden 2 tot 5, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973;
- 6° de hoorzitting is openbaar, tenzij dat die openbaarheid de openbare orde of de goede zeden zou kunnen verstoren. In dat geval verklaart de Gewestelijke Controlecommissie dat bij gemotiveerde beslissing;
- 7° het bezwaardossier wordt tijdens de hoorzitting uiteengezet door de verslaggever aangewezen door de Gewestelijke Controlecommissie, waarna de partijen en hun advocaten mondeling hun opmerkingen mogen maken;
- 8° elke tussentijdse of definitieve beslissing wordt gemotiveerd of uitgesproken in openbare zitting. De beslissing vermeldt de naam van de verslaggever en de namen van de aanwezige leden, alles op straffe van nietigheid. De beslissing wordt ondertekend door de voorzitter en de commissieleden. »

**Art. 5.** Artikel L4146-26 van hetzelfde Wetboek wordt gewijzigd als volgt :

« Art. L4146-26. § 1. De Gewestelijke Controlecommissie beslist binnen de negentig dagen volgend op de afloop van de termijn van vijfenveertig dagen bepaald in artikel L4146-25.

De indiening van het bezwaarschrift schorst de installatie van het betrokken raadslid niet.

§ 2. De Gewestelijke Controlecommissie kan alleen op grond van een bezwaar een verkozen kandidaat, titularis of opvolger, van zijn mandaat vervallen verklaren. »

**Art. 6.** Artikel L4146-27, § 2, van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld als volgt :

« Het beroep schort de tenuitvoerlegging van de beslissing van de Gewestelijke Controlecommissie op. »

**Art. 7.** Artikel L4146-28 van hetzelfde Wetboek wordt gewijzigd als volgt :

« § 1. Het raadslid wiens mandaat werd geschorst door een beslissing van de Gewestelijke Controlecommissie of de Raad van State bevindt zich ten vroegste na de eedaflegging als raadslid in staat van verhindering en wordt tijdens de duur van de schorsing vervangen door zijn plaatsvervanger.

§ 2. Het raadslid dat door een beslissing van de Gewestelijke Controlecommissie of van de Raad van State zijn mandaat verloor, wordt vervangen door de eerste opvolger van de lijst waarop hij werd verkozen, na onderzoek van zijn geloofsbrieven door de betrokken raad. Hij voleindigt het mandaat van zijn voorganger. »

**Art. 8.** Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 21 juni 2012.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden,

Natuur, Bossen en Erfgoed,

C. DI ANTONIO

Nota

(1) *Zitting 2011-2012.*

*Stukken van het Waals Parlement*, 610 (2011-2012), nrs. 1 tot 3.

*Volledig verslag*, openbare vergadering van 20 juni 2012.

Bespreking.

Stemming.

## ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER  
EN VLAAMSE OVERHEID

[C - 2012/35713]

### Nationale Orden

Bij koninklijk besluit van 6 juni 2012 wordt het volgende bepaald :

**Artikel 1.** Het Burgerlijk Ereteken wordt verleend aan de hierna vermelde ambtenaren van de Vlaamse Overheid, Departement Ruimtelijke Ordening, Woonbeleid en Onroerend Erfgoed.

VOOR MEER DAN 25 JAAR DIENST

Burgerlijke Medaille eerste klasse

De heer Marc De Borgher, adjunct van de directeur.

Mevr. Martine De Geest, medewerker.

Mevr. Maria De Schutter, medewerker.

De heer Romain Hendrickx, medewerker.

Mevr. Bernadette Jacobs, medewerker.

Mevr. Gudrun Van Branden, adjunct van de directeur.

De heer Herman Van den Bossche, hoofddeskundige.

De heer Dirk Van Eenhooge, adjunct van de directeur.

De heer Axel Verhulst, adjunct van de directeur.

SERVICE PUBLIC FEDERAL  
CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE  
ET AUTORITE FLAMANDE

[C - 2012/35713]

### Ordres nationaux

L'arrêté royal du 6 juin 2012 dispose ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La Décoration civile est accordée aux fonctionnaires suivants de l'Autorité flamande, Département de l'Aménagement du Territoire, de la Politique du Logement et du Patrimoine immobilier.

POUR PLUS DE 25 ANNEES DE SERVICE

Médaille civique de première classe

M. Marc De Borgher, adjoint du directeur.

Mme Martine De Geest, collaborateur.

Mme Maria De Schutter, collaborateur.

M. Romain Hendrickx, collaborateur.

Mme Bernadette Jacobs, collaborateur.

Mme Gudrun Van Branden, adjoint du directeur.

M. Herman Van den Bossche, spécialiste en chef.

M. Dirk Van Eenhooge, adjoint du directeur.

M. Axel Verhulst, adjoint du directeur.



## VOOR MEER DAN 35 JAAR DIENST

Burgerlijk Kruis eerste klasse

De heer Guido Bottu, medewerker.

De heer Madeleine Manderyck, adjunct van de directeur.

Burgerlijk Kruis tweede klasse

Mevr. Diane Torbeyns, assistent.

**Art. 2.** De Eerste Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

## POUR PLUS DE 35 ANNEES DE SERVICE

Croix civique de première classe

M. Guido Bottu, collaborateur.

Mme Madeleine Manderyck, adjoint du directeur.

Croix civique de deuxième classe

Mme Diane Torbeyns, assistant.

**Art. 2.** Le Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2012/03195]

**12 JUNI 2012.** — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 3 april 2012 betreffende de machtiging voor het aangaan van leningen of voor het beheer van de staatsschuld aan bepaalde ambtenaren van de algemene Administratie van de Thesaurie alsook aan bepaalde personeelsleden van het Agentschap van de schuld

De Minister van Financiën,

Gelet op de wet van 16 februari 2012 houdende de Middelenbegroting voor het begrotingsjaar 2012, artikel 8, § 5;

Gelet op het ministerieel besluit van 3 april 2012 betreffende de machtiging voor het aangaan van leningen of voor het beheer van de staatsschuld aan bepaalde ambtenaren van de algemene Administratie van de Thesaurie alsook aan bepaalde personeelsleden van het Agentschap van de schuld,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 1, 4°, van ministerieel besluit van 3 april 2012 betreffende de machtiging voor het aangaan van leningen of voor het beheer van de staatsschuld aan bepaalde ambtenaren van de algemene Administratie van de Thesaurie alsook aan bepaalde personeelsleden van het Agentschap van de schuld wordt aangevuld met de bepaling onder *f*) luidende :

« *f*) De heer Dominique Dalle, expert Back-office bij het Agentschap van de schuld. ».

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2012.

Brussel, 12 juni 2012.

S. VANACKERE

## SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2012/03195]

**12 JUIN 2012.** — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 3 avril 2012 relatif aux délégations à accorder à certains fonctionnaires de l'Administration générale de la Trésorerie et certains membres du personnel de l'Agence de la dette en matière d'autorisation d'emprunter ou de gestion de la dette de l'Etat

Le Ministre des Finances,

Vu la loi du 16 février 2012 contenant le budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 2012, l'article 8, § 5;

Vu l'arrêté ministériel du 3 avril 2012 relatif aux délégations à accorder à certains fonctionnaires de l'Administration générale de la Trésorerie et certains membres du personnel de l'Agence de la dette en matière d'autorisation d'emprunter ou de gestion de la dette de l'Etat,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup>, 4°, de l'arrêté ministériel du 3 avril 2012 relatif aux délégations à accorder à certains fonctionnaires de l'Administration générale de la Trésorerie et certains membres du personnel de l'Agence de la dette en matière d'autorisation d'emprunter ou de gestion de la dette de l'Etat, est complété par le *f*) rédigé comme suit :

« *f*) M. Dominique Dalle, expert Back-office à l'Agence de la dette. ».

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Bruxelles, le 12 juin 2012.

S. VANACKERE

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C – 2012/14252]

**15 JUNI 2012.** — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 27 april 2012 houdende benoeming van de voorzitter en de leden van de Commissie Binnenvaart

De Staatssecretaris voor Mobiliteit,

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1998 houdende invoering van de vrije bevrachting en de vrije prijsvorming in de sector nationaal en internationaal goederenvervoer over de binnenwateren, artikel 4;

Gelet op het ministerieel besluit van 27 april 2012 houdende benoeming van de voorzitter en de leden van de Commissie Binnenvaart,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het ministerieel besluit van 27 april 2012 houdende benoeming van de voorzitter en de leden van de Commissie Binnenvaart worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het derde lid wordt vervangen als volgt :

« 3° in de hoedanigheid van lid en plaatsvervangende leden, afgevaardigden van de Belgische Federatie van Transportorganisatoren in Binnenvaart :

de heer W. PIERRE, plaatsvervangers de heren D. WEYNS en Ph. CORNELIS »;

## SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C – 2012/14252]

**15 JUIN 2012.** — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 27 avril 2012 portant nomination du président et des membres de la Commission Navigation intérieure

Le Secrétaire d'Etat à la Mobilité,

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1998 portant instauration de la liberté d'affrètement et de la formation des prix dans le secteur national et international du transport de marchandises par voie navigable, l'article 4;

Vu l'arrêté ministériel du 27 avril 2012 portant nomination du président et des membres de la Commission Navigation intérieure,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel du 27 avril 2012 portant nomination du président et des membres de la Commission Navigation intérieure les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« 3° en qualité de membre et membres suppléants, représentants de la Fédération belge d'Organisateurs de Transports fluviaux :

M. W. PIERRE, suppléants MM. D. WEYNS et Ph. CORNELIS »;